

**DEPARTEMENT DE L'ESSONNE**  
**ARRONDISSEMENT DE PALAISEAU**  
**GC/CP**

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**COMMUNE DE VERRIERES-LE-BUISSON**

**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DU 7 MARS 2016**

-----

**ORDRE DU JOUR**

**DIRECTION GENERALE**

- 1- Désignation de deux membres à la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) de la Communauté Paris-Saclay

**SERVICE DES MARCHES PUBLICS**

- 2- Lancement d'une procédure de passation de marche public de services de téléphonie fixe et mobile

**SERVICE DES FINANCES**

- 3- Création du budget annexe assainissement

**SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES**

- 4- Création de postes
- 5- Suppression de postes

**SERVICE ENFANCE**

- 6- Détermination de la Participation familiale des classes transplantées des écoles David Régnier - Paul Fort et Honoré d'Estienne d'Orves de mars à juin 2016

**SERVICES TECHNIQUES**

- 7- Adoption d'un règlement communal d'assainissement collectif de la ville de Verrières-le-Buisson

**SERVICE DES RELATIONS EXTERIEURES**

- 8- Attribution d'une subvention exceptionnelle au Club ABC au titre de l'année 2016

**SERVICE PETITE ENFANCE**

- 9- Modification de l'annexe financière aux règlements de fonctionnement des établissements d'accueil du jeune enfant
- 10- Réorganisation du service public des crèches - Fermeture de la crèche familiale « Le Village »

### **POUR INFORMATION**

- Liste des marchés publics d'un montant égal ou supérieur à 20 000 euros HT conclus en 2015 par la commune

### **Motion relative au soutien pour le projet Franciliennes TV / TELIF**

### **DECISIONS DU MAIRE**

#### **ETAIENT PRESENTS :**

M. JOLY, Mme FOUCAULT, M. DOSSMANN, Mme LEGOFF, M. DELORT, Mme CHATEAU-GILLE, M. MORDEFROID, Mme DELBECQ, M. TREBULLE, Mme ROQUAIN, M. ZAKARIAN, Mme LIBONG, Mme KERNY-BONFAIT, M. LARNICOL, Mme CASAL DIT ESTEBAN, M. ATTAFF, Mme ORSINI, M. DERBANNE, Mme DEGERIT, M. PEPERS, Mme OCTAU, M. PANCRAZI, M. LEFEVRE, M. MILLET, M. TIXIER, M. FOURNIER, M. HULIN et M. GRISSOLANGE.

#### **ABSENTS AYANT DONNE POUVOIR :**

M. CHARLES à M. JOLY  
Mme BOULER à Mme FOUCAULT  
M. YAHIEL à M. FOURNIER  
Mme CHAUVEAUD-LAMBLING à M. HULIN

#### **ABSENTE**

Mme BARBET

#### **SECRETAIRE DE SEANCE :**

Mme FOUCAULT

La séance est ouverte à 20h50, sous la présidence de Monsieur Thomas JOLY, Maire de Verrières-le-Buisson.

- Il est fait appel des conseillers municipaux par Madame Caroline FOUCAULT. Le quorum est atteint.

- Élection du secrétaire de séance : Madame FOUCAULT, candidate, est élue à l'unanimité.

- Lecture par Monsieur le Maire des cérémonies et événements survenus sur la commune depuis le dernier Conseil municipal et à venir prochainement.

### **NAISSANCE**

De Isaure TIXIER, le 07 février, petite-fille de Ian et Nagiba TIXIER.

## **REMERCIEMENTS**

- Monsieur CARPENTIER, au nom de la Paroisse de Verrières-le-Buisson, remercie le Maire et l'ensemble du personnel de la Mairie pour la mise à disposition de la salle polyvalente de l'Espace Jean Mermoz et du matériel pour la veillée et la messe du 24 décembre dernier.

- Monsieur BOUTARIC président de l'association « Aide aux Sans-Logis » remercie Monsieur le Maire et Monsieur TREBULLE pour l'organisation de la soirée des associations.

- Madame LARRIVOIRE, présidente de l'association Familiales Catholiques, remercie Monsieur le Maire et le conseil municipal pour l'attribution d'une subvention pour l'année 2016.

- Monsieur MARRIAUX, président du Philatélique Club de Verrières remercie Monsieur le Maire et Monsieur DELORT, pour leurs présence et intervention lors de la 26<sup>ème</sup> Bourse toutes collections - Hobby verriérois.

- Monsieur ROBERT félicite, au nom de l'Association des Petites Villes de France, Monsieur le Maire et le Conseil municipal, pour l'obtention du label « Territoire, Villes et Villages Internet ».

- Monsieur FIDALGO, président de l'association Arte Musica, remercie Monsieur le Maire et le conseil municipal pour l'attribution d'une subvention au titre de l'année 2016.

## **CÉRÉMONIES ET MANIFESTATIONS PASSÉES**

### **Samedi 30 janvier**

- Portes ouvertes du Club Minerve, Centre André Malraux
- Les Mirettes à la fête, médiathèque André Malraux

### **Dimanche 31 janvier**

- Galette des Rois de la FNACA, Espace Saint André

### **Lundi 1<sup>er</sup> février**

- Conférence Université du temps Libre, Espace Saint-André

### **Mardi 2 février**

- Soirée des Associations, Espace Jean Mermoz

### **Mercredi 3 février**

- Les Raconteries, médiathèque La Potinière
- Atelier jeux de société CCAS, Villa Sainte-Christine

**Samedi 6 février**

- Kiosque à musique, médiathèque André Malraux
- Conte : L'écume des mots par S. GAUTHIER, Moulin de Grais
- Verrières restaure les tableaux de son musée, Centre André Malraux

**Dimanche 7 février**

- Finale publique du Vedrarias de composition musicale, Moulin de Grais

**Samedi 13 février**

- Théâtre : Le square de M. Duras, Moulin de Grais
- Atelier de mixage fou, médiathèque André Malraux

**Dimanche 14 février**

- Hobby Verriérois, Préau de l'école Honoré d'Estienne d'Orves

**Lundi 15 février**

- Conférence Université du temps Libre, Espace Saint-André

**Mercredi 17 février**

- Carnaval : défilé de l'accueil de loisir

**Jeudi 18 février**

- Atelier nature « découverte des farines » CCAS, Arboretum municipal
- Jam session, Espace Jeunes

**Samedi 20 février**

- Repas des scouts, Espace Jean Mermoz

**Samedi 20 et dimanche 21 février**

- Braderie du Secours populaire, Espace Saint-André

**Samedi 27 février**

- Les Mirettes à la fête, médiathèque André Malraux

**Mercredi 2 mars**

- Les Raconteries, médiathèque La Potinière
- Art plastique : ateliers créatifs du CCAS, Villa Sainte-Christine

**Samedi 5 mars**

- Atelier multimédia, médiathèque La Potinière

**Lundi 7 mars**

- Connaissance du Monde : Route 66, Espace Saint-André
- Conseil municipal

## **CÉRÉMONIES ET MANIFESTATIONS À VENIR**

### **Jeudi 10 mars**

- Sortie du CCAS : visite de la cité de la céramique à Sèvres

### **Vendredi 11 mars**

- Vernissage de l'exposition d'arts visuels : Rencontre avec Pierre-Yves Hervy Vaillant à l'Orangerie - Espace Tourlière (exposition du 12 mars au 3 avril)

### **Samedi 12 mars**

- Olympiades de l'école Notre-Dame de l'Assomption, gymnase de la Vallée à la Dame,
- Petit-déjeuner du Maire, Villa Sainte-Christine sur le thème de la place de la culture à Verrières,
- Loto du Rotary Club, Moulin de Grais

### **Dimanche 13 mars**

- Au Grais des musiques : Les noces du souffle et de l'archet, Moulin de Grais
- Concert Tutti Vocce : Of Theel Sing, Espace Odilon Redon

### **Lundi 14 mars**

- Conférence Université du temps Libre, Espace Saint André
- Groupe de travail association / site de la ville, salle du Conseil

### **Mercredi 16 mars**

- Conte : Roule, roule, Petit Œuf, Espace Saint-André
- Repas à thème du CCAS : Pays Basque, Villa Sainte-Christine

### **Jeudi 17 et vendredi 18 mars**

- Bourse aux vêtements du Club ABC, Espace Saint-André

### **Vendredi 18 mars**

- Concert de clôture du Prix Vedrarias musique, Église Notre-Dame de l'Assomption

### **Samedi 19 mars**

- Cérémonie commémorative, place Charles de Gaulle
- Inauguration du salon des Antiquités, Espace Jean Mermoz
- Les Mirettes à la fête, médiathèque André Malraux

### **Lundi 21 mars**

- Conférence Université du temps Libre, Espace Saint-André

### **Mardi 22 mars**

- Réunion publique PLU, Espace Jean Mermoz

**Mercredi 23 mars**

- Spectacle jeune public : Dans l'atelier, Moulin de Grais

**Jeudi 24 mars**

- Sortie nature du CCAS : l'arboretum au printemps, visite générale et divers jeux, Arboretum municipal

**Dimanche 27 mars**

- Chasse aux œufs, Parc Régnier

**Mercredi 30 mars**

- Jobs d'été, Espace Jeunes

**Samedi 2 avril**

- Cérémonie de la citoyenneté, Villa Sainte-Christine
- Atelier multimédia, médiathèque La potinière
- La musique classique c'est pour tout le monde : Beethoven vs Ludwig, médiathèque La Potinière

**Dimanche 3 avril**

- Concert de printemps d'Arte Musica, Église Notre-Dame de l'Assomption
- Réunions d'échanges des placomusophiles, Maison Vaillant

**Lundi 4 avril**

- Conférence Université du temps Libre, Espace Saint-André

**Mardi 5 avril**

- Réunion associathèque Crédit Mutuel / associations, Maison Vaillant

**Mercredi 6 avril**

- Job d'été, Espace Jeunes
- Les Raconteries, Médiathèque La Potinière

**Jeudi 7 avril**

- Sortie nature du CCAS : découverte du parc de la noisette

**Samedi 9 avril**

- Théâtre : L'amant et Ashes ti ashes, Moulin de Grais

**Samedi 9 et dimanche 10 avril**

- La Buissonnière

**Lundi 11 avril**

- Conférence Université du temps Libre, Espace Saint-André
- Conseil municipal

**M. le Maire :** Et je voudrais souhaiter en votre nom à tous un bon anniversaire à Anne KERNY-BONFAIT.

(Applaudissements)

Je vais aller en nombre croissant d'âge pour vous présenter de nouveaux collaborateurs et collaboratrices de la ville de Verrières en commençant par Julie ROEHRICH qui est née à Tarbes il y a un peu plus de 25 ans, elle habite aujourd'hui à Paris, elle est arrivée le 15 février dernier en qualité de chargée de mission pour le Plan Local d'Urbanisme au grade d'attaché et elle fait cela en remplacement d'un agent momentanément absent, en congé de maternité, ceci jusqu'en août prochain. Elle a une formation de Master en urbanisme, en stratégie de projet et maîtrise d'ouvrage. Elle a plusieurs expériences : en école d'architecture et en institut d'urbanisme, elle était dernièrement chargée d'études en planification urbaine dans le bureau d'études de la ville de Bordeaux. Nous lui souhaitons la bienvenue.

(Applaudissements)

Ensuite, un peu plus âgée d'une petite année, Lucie ROGNON qui est née à la Garenne-Colombes, réside à Issy-les-Moulineaux et elle est arrivée parmi nous le 1<sup>er</sup> octobre dernier en qualité d'attachée stagiaire au poste de responsable des marchés publics et des affaires juridiques, elle traite les problèmes d'assurances pour notre compte. Elle a une formation de Master 2 en droit des collectivités territoriales et politiques publiques. Elle a pour expérience un travail dans plusieurs cabinets, publics et privés, et dernièrement elle était juriste en conseils et en contentieux, attaché non titulaire à la ville de Noisy-le-Grand, et c'est avec cette expérience-là qu'elle rejoint la ville de Verrières.

(Applaudissements)

Je passe maintenant avec presque 20 ans de plus à Jean-Robert THIEBAUT qui est né à Antony, il est résident à Athis-Mons, il a rejoint la ville de Verrières le 1<sup>er</sup> décembre 2015 par voie de mutation, au grade de technicien principal de première classe, en qualité de responsable du service bâtiments et infrastructures de la ville de Verrières. Il a un BTS de bâtiment, il a été diplômé d'honneur, il a un diplôme décerné par la Fédération du Bâtiment de l'Essonne, il a aussi un BEP et un CAP en maçonnerie. Il était depuis 2010 responsable du pôle bâtiment à Chilly-Mazarin.

(Applaudissements) ;

Et notre dernier arrivé, notre doyen pour la brochette de ce soir, va avoir 57 ans, il s'agit de Yannick GIMER qui est né à Honfleur, qui réside aujourd'hui à Courbevoie, il est arrivé tout à fait dernièrement, le 1<sup>er</sup> février dernier, par voie de mutation au grade de principal de deuxième classe, en qualité de chef de service de la police municipale de Verrières. Il a pour formation - ce qui est parfaitement adapté à nos besoins - un CAP de menuiserie... (Hilarité générale)... il a son Certificat d'aptitude de la gendarmerie nationale, il a rejoint les effectifs de la ville de Verrières après avoir passé huit années à Rungis, et tout dernièrement il occupait le même poste que celui de la ville de Verrières mais à la ville de Soissons.

(Applaudissements)

Merci à tous les quatre de nous avoir rejoints au service de la ville de Verrières-le-Buisson, et à travers nos applaudissements c'est l'ensemble de la population de Verrières qui vous salue.

Nous aurons une motion que nous examinerons à la fin de l'ordre du jour qui concerne le TELIF. Nous n'avons pas reçu de questions écrites et donc nous allons pouvoir passer à l'ordre du jour de notre séance.

### **DIRECTION GENERALE**

**- Désignation de deux membres à la Commission Locale d'Evaluation des Charges transférées (CLECT) de la communauté Paris-Saclay.**

(Rapporteur : Monsieur JOLY)

**M. le Maire :** Vous savez que cette commission définit les charges qui sont transférées et transférables, le coût de ces dernières par rapport au budget de notre ancienne agglomération, de notre collectivité et de notre nouvelle agglomération. Pour faire ce travail, il nous faut désigner un membre titulaire et un membre suppléant, je vous propose la candidature de François PANCRAZI en titulaire et de votre serviteur en suppléant. Y-a-t-il d'autres candidats ?

(Monsieur HULIN se présente et précise qu'il se présente comme titulaire)

**M. le Maire :** Souhaitez-vous un vote à bulletin secret ? Personne. Donc nous avons deux candidatures en titulaires : François PANCRAZI et Vincent HULIN.

**(Vote à main levée : Monsieur HULIN obtient 5 voix, Monsieur PANCRAZI obtient 27 voix. Monsieur PANCRAZI est élu en tant que membre titulaire à la commission d'évaluation des charges transférées.)**

**M. le Maire :** Il n'y a qu'un seul candidat à la suppléance, il n'y en a pas d'autres qui se déclarent ?

**(Vote à main levée : Monsieur JOLY est élu en tant que membre suppléant à la commission d'évaluation des charges transférées, à l'unanimité des présents et représentés.)**

**M. le Maire :** Je vous remercie, je suis très honoré.

### **SERVICE DES MARCHES PUBLICS**

**- Lancement d'une procédure de passation de marché public de services de téléphonie fixe et mobile.**

(Rapporteur : Madame FOUCAULT)

(Lecture du rapport de présentation)

Le marché actuel relatif à la téléphonie fixe et mobile avait été conçu en trois lots lors de sa passation en 2012 :

- lot 1 - Raccordement téléphonique hors T2 (sites extérieurs) : attribué à Orange avec présélection SFR
- lot 2 - Raccordement téléphonique T2 (centre administratif) : attribué à SFR
- lot 3 - Service de téléphonie mobile : attribué à Bouygues télécom

De l'exécution de ce marché, il a été possible de tirer le bilan suivant :

- des dépenses en diminution de 40% par rapport à celles observées en 2012 (88 000 euros/HT en 2012 contre 53 066 euros/HT fin 2015),
- une dépense moyenne par habitant de Verrières-le-Buisson de 3,40 euros HT/an sur la base de 15 612 habitants, pour une moyenne nationale de 4,11 euros HT pour les villes de moins de 20 000 habitants,
- la téléphonie fixe représente 69% des dépenses alors que la téléphonie mobile représente 31% de ces mêmes dépenses.

Ce marché arrive prochainement à terme. En effet, les lots 1 et 2 prendront fin le 31 décembre 2016 et le lot 3 arrivera à échéance le 3 novembre 2016.

Par conséquent, il est proposé d'engager une nouvelle procédure de passation de marché public, sous la forme d'un appel d'offres ouvert européen, en application des articles 33 et 57 à 59 du Code des marchés publics.

Ce marché public serait établi pour une durée de 2 ans à compter de sa date d'effet avec une possibilité de reconduction expresse pour une nouvelle période de 2 ans.

La consultation reposerait désormais sur 2 lots. En effet, l'offre des opérateurs concurrents d'Orange est aujourd'hui complète sur la téléphonie fixe, ce qui n'était pas le cas lors de la précédente mise en concurrence. Il est donc proposé de conclure le nouveau marché avec l'allotissement suivant :

- Lot 1 - Services de téléphonie fixe (abonnements, communications entrantes, communications sortantes)  
Montant minimum : 15 000 euros HT/an  
Montant maximum : 45 000 euros HT/an
- Lot 2 - Services de téléphonie mobile :  
Montant minimum : 10 000 euros HT/an  
Montant maximum : 30 000 euros HT/an

Les critères de jugement des offres seront les suivants :

	Lot 1	Lot 2
Prix des offres	60 %	60 %
Valeur technique des offres	40 %	40 %

L'ensemble du projet de dossier de consultation des entreprises est consultable à la Direction générale des services.

Le 19 février 2016, la commission d'appel d'offres a approuvé les modalités de lancement de la consultation.

**M. GRISSOLANGE** : Je voudrais savoir pourquoi on donne 60% au prix et 40% à la technique plutôt que 50-50.

**Mme FOUCAULT** : Parce que les données techniques sont les mêmes pour tout le monde. En fait, c'est le prix qui fait en grande partie la différence dans ce

type de marché. D'habitude, on a aussi un peu d'environnement, là cela ne servirait strictement rien, la technique est la même.

**M. PEPERS** : Une question un peu périphérique à ce sujet : lorsqu'on est au marché, les communications passent vraiment très mal. Je sais que les opérateurs respectifs des uns et des autres ont des efforts à faire mais je pense qu'il faudrait vraiment qu'on trouve une solution parce que les gens qui reçoivent un appel lorsqu'ils sont au marché sont obligés de sortir, cela dépend des abonnements et des opérateurs. Je voulais poser le problème officiellement pour qu'on essaie de faire quelque chose.

**Mme FOUCAULT** : Et comme j'ai répondu à la CAO, cela n'a rien à voir avec le marché mais c'est effectivement important de poser la question.

**M. FOURNIER** : Une question accessoire sur le même domaine d'activité : à quel moment la fibre devrait-elle arriver sur la ville ? Est-ce que cela est prévu ?

**M. le Maire** : Tout à fait, les travaux préparatoires sont en œuvre, il y a une réunion très prochainement avec l'ensemble des résidences privées pour regarder les modalités de déploiement dans les résidences qui sont impactées par le périmètre qui a été retenu. Pas d'autres questions ?

**(Vote à main levée : la délibération est adoptée à l'unanimité des présents et représentés.)**

## **SERVICE DES FINANCES**

### **- Création du budget annexe d'assainissement**

(Rapporteur : Monsieur DELORT)

(Lecture du rapport de présentation)

La compétence « assainissement » ne figurant pas au rang de celles exercées par la Communauté Paris-Saclay, la commune de Verrières-le-Buisson n'a d'autre choix que de la reprendre.

Cela se traduit, dans un premier temps, par la création d'un budget annexe d'assainissement. Le vote de ce budget se fera lors d'un prochain Conseil municipal.

Ce budget annexe est soumis à l'instruction comptable M49 applicable aux services publics d'assainissement et de distribution d'eau potable.

**M. le Maire** : C'est une première étape vers la reprise par la ville de cette problématique de l'assainissement.

**M. FOURNIER** : Qu'est-ce qui change par rapport à l'avant 2004 ? Et ensuite, par rapport à la nouvelle Communauté d'agglomération, est-ce que cette compétence peut être reprise avant le délai légal ?

**M. le Maire** : Je me tournerai vers Jean-Louis DELORT si je n'ai pas toutes les réponses : ce qui change par rapport à avant 2004, c'est que, d'une part, puisqu'il y a une partition du marché qui incombe à notre fermier actuel, ce n'est pas nous qui l'avons monté ni conçu, il y a un certain nombre de clauses qui étaient intéressantes et générales pour l'ensemble de la communauté mais qui n'ont pas été décidées par les seuls élus de Verrières, cela a pour conséquence notamment un prix qui n'est pas le même par rapport à celui qui préexistait puisqu'il y a des services supplémentaires, c'est un premier point.

Deuxièmement : le vice-président en charge de ces questions-là a bien l'intention d'arriver à faire en sorte que nous soyons en avance par rapport à la date de prise de compétence obligatoire et j'ai d'ores et déjà travaillé avec les services à la rédaction d'une étude globale sur les 27 communes de l'agglomération pour regarder quelles étaient leurs différentes typologies et les différentes solutions qui pourraient être apportées avec une gestion qui soit redonnée aux collectivités ou bien mutualisée dans une gestion commune au niveau de la communauté d'agglomération ; et enfin évaluer différents types de gestion d'assainissement entre la régie assurée entièrement par la communauté d'agglomération ou la délégation de service public, on verra. Il y a multiples façons de faire.

Ma position politique sur le sujet est qu'il me semble normal sur l'ensemble qu'il y ait un même prix de l'eau et la même qualité de service, donc une même qualité d'évacuation des eaux quand on parle d'assainissement, que ce soit pour l'eau potable ou pour l'assainissement, c'est la même qualité de service pour l'ensemble des habitants de notre territoire ; et dans le même temps il doit y avoir le même prix pratiqué pour tout un chacun ; par contre il peut y avoir diversité dans les modes de fonctionnement et je pense que l'émulation est un très bon stimulant entre le public, le privé et les différentes façons de gérer cela dans le public.

**(Vote à main levée : la délibération est adoptée à l'unanimité des présents et représentés.)**

## **SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES**

### **- Création de poste.**

(Rapporteur : Madame FOUCAULT)

(Lecture du rapport de présentation)

Il est proposé à votre assemblée la création d'un poste d'infirmier territorial de classe normale, catégorie B, à temps complet pour permettre le recrutement d'un agent par la voie du détachement de la fonction publique hospitalière.

Au terme de la procédure de recrutement pour assurer la mission de coordinateur adjoint du Service de soins infirmiers à domicile, le choix s'est porté sur un agent de catégorie B de la fonction publique hospitalière.

Or, le Conseil municipal du 2 mars 2015 avait acté la création d'un poste d'infirmier en soins généraux de classe normale, poste de catégorie A, pour permettre le recrutement d'un agent titulaire de ce grade dans les mêmes conditions statutaires. Cet agent a depuis mis fin à son détachement.

Cette création ne se traduit pas par une augmentation des effectifs. La suppression du poste d'infirmier en soins généraux de classe normale à temps complet se fera lors d'un prochain Conseil municipal, après avis préalable du Comité technique.

**Mme FOUCAULT** : Cette création ne se traduit pas par une augmentation d'effectifs mais par la suppression d'un poste d'infirmier aux soins généraux de

classe normale à temps complet. On espère vraiment trouver quelqu'un qui se plaira dans le poste.

**M. le Maire :** Vous l'aurez compris, comme bien souvent nous créons des postes adaptés au profil des personnes qui souhaitent rejoindre la collectivité, et donc le poste occupé par la personne qui est partie sera supprimé prochainement lors d'un prochain Conseil.

**(Vote à main levée : la délibération est adoptée à l'unanimité des présents et représentés.)**

#### **- Suppression de postes - Mise à jour des effectifs.**

(Rapporteur : Madame FOUCAULT)

(Lecture du rapport de présentation)

Afin de mettre à jour le tableau des effectifs en tenant compte des mouvements et des avancements de personnel, il convient de procéder à la fermeture des postes cités ci-dessous.

Le Comité technique qui a été consulté le 7 mars 2016 pour l'ensemble de ces suppressions a émis un avis favorable à l'unanimité.

<b>Mutation :</b>	
1 poste de puéricultrice de classe normale	TC
<b>Intégration dans une autre filière :</b>	
1 poste d'adjoint d'animation 1 <sup>ère</sup> classe	TC
<b>Retraite :</b>	
2 postes de rédacteur	TC
1 poste d'adjoint administratif 1 <sup>ère</sup> classe	TC
1 poste d'adjoint technique 1 <sup>ère</sup> classe	TC
1 poste d'ATSEM 1 <sup>ère</sup> classe	TC

**M. GRISSOLANGE :** Nous n'avons pas dans le document l'avis du comité technique, est-ce qu'il était favorable ou défavorable ?

**M. le Maire :** Oui, vous aviez reçu le document avant le comité technique qui s'est réuni ce matin même...

**Mme FOUCAULT :** L'avis est favorable à l'unanimité.

**(Vote à main levée : la délibération est adoptée à l'unanimité des présents représentés.)**

#### **SERVICE ENFANCE**

**- Détermination de la participation familiale des classes transplantées des écoles David Régnier - Paul Fort et Honoré d'Estienne d'Orves de mars à juin 2016.**

(Rapporteur : Madame LEGOFF)

(Lecture du rapport de présentation)

Le Conseil municipal est informé des projets des écoles David Régnier - Paul Fort et H.E.O. de partir en classes transplantées.

Il propose de fixer les participations familiales comme suit :

**ECOLE DAVID REGNIER - PAUL FORT :**

1) du 21 au 25 mars 2016 en classe de découverte « la Renaissance dans la Vallée de la Loire » dans la région d'Amboise au centre « Les Patûres » à CHANCAY (37210). Ce projet concerne 1 classe de CM1 (Madame ASSER) soit 29 élèves.

Quotient	Tarif appliqué
C1	35,56
C2	78,22
C3	106,67
C4	163,56
C5	213,34
C6	259,56
C7	305,79
C8	355,57
Extérieur	465,42

Le coût total du séjour s'établit à 13 497,25 €. Je vous rappelle que la ville prend à sa charge 50% du coût du séjour, les 50% restant, soit 6 748,63 € étant à la charge des familles.

2) du 29 mars au 2 avril 2016 en classe « Le milieu marin » en Bretagne à Pont L'Abbé au centre « ROSQUERNO » (29120). Ce projet concerne 2 classes de CM2 (Mesdames CRAVERO et LUQUET) soit 51 élèves.

Quotient	Tarif appliqué
C1	33,03
C2	72,67
C3	99,09
C4	151,94
C5	198,19
C6	241,13
C7	284,07
C8	330,31
Extérieur	423,72

Le coût total du séjour s'établit à 21 609,85 €. Je vous rappelle que la ville prend à sa charge 50% du coût du séjour des enfants verriérois, les 50% restant, soit 10 593,06€ étant à la charge des familles habitant la commune. Le résiduel sera versé par une famille extérieure.

3) du 30 mai au 3 juin 2016 en classe « Equitation » au château de BRANNAY (89150). Ce projet concerne 1 classe de CE1 (Madame ISOIR) soit 27 élèves.

Quotient	Tarif appliqué
C1	30,57
C2	67,25
C3	91,71
C4	140,62
C5	183,42
C6	223,16
C7	262,91
C8	305,70
Extérieur	353,68

Le coût total du séjour s'établit à 9 549,25 €. Je vous rappelle que la ville prend à sa charge 50% du coût du séjour des enfants verriérois, les 50% restant, soit 4 597,79 € étant à la charge des familles habitant la commune. Le résiduel sera versé par une famille extérieure.

4) du 30 mai au 3 juin 2016 à HOVELHOF, ville jumelée en Allemagne. Ce projet concerne une classe de CM2 (Monsieur BRIER) soit 28 élèves.

Quotient	Tarif appliqué
C1	12,10
C2	26,62
C3	36,30
C4	55,67
C5	72,61
C6	88,34
C7	104,07
C8	121,01
Extérieur	156,78

Le coût total du séjour s'établit à 4 389,85 €. Je vous rappelle que la ville prend à sa charge 50 % du coût du séjour des enfants verriérois, les 50% restant, soit 2 116,54 € étant à la charge des familles habitant la commune. Le résiduel sera versé par une famille extérieure.

#### **ECOLE HONORE D'ESTIENNE D'ORVES :**

- du 20 au 24 juin 2016 en classe « Volcans » sur les flancs de Super Besse, au centre « Paul Léger » (63610). Ce projet concerne 2 classes de CE2 et 1 de CM1 (Mesdames VEDEL, DA SILVA et DROUET) soit 87 élèves.

Quotient	Tarif appliqué
C1	35,30
C2	77,67
C3	105,91

C4	162,40
C5	211,83
C6	257,72
C7	303,62
C8	353,05
Extérieur	366,26

Le coût total du séjour s'établit à 31 865,05 €. Je vous rappelle que la ville prend à sa charge 50% du coût du séjour, les 50% restant, soit 15 749,39 € étant à la charge des familles habitant la commune. Le résiduel sera versé par une famille extérieure.

Pour autant, au regard de problématiques d'enfants, un devis pour un animateur supplémentaire a été demandé au prestataire, ce qui pourrait faire quelque peu évoluer les participations familiales précédemment proposées.

Les membres de la commission scolaire, réunis le 16 février 2016, ont émis un avis favorable.

**Mme LEGOFF :** Je rappelle que la ville prend toujours en charge 50% des dépenses du séjour.

**M. DOSSMANN :** Je n'ai pas de questions sur les tarifs mais je note que le dernier séjour se déroule dans la région des volcans, c'est-à-dire en gros à 15 kilomètres de Gravières et j'aurais souhaité que l'année prochaine, on regarde si ce type de séjour ne pourrait pas se dérouler à Gravières. Bien entendu on ne pourrait pas accueillir trois classes mais deux classes, il y a l'espace pour cela, 65 élèves, donc ça rentrerait tout à fait dans ce que l'on a prévu pour Gravières. Donc je souhaiterais qu'on examine cela pour l'année prochaine.

**Mme LEGOFF :** Oui, justement la commission du 16 mars l'a évoqué en questions diverses, bien sûr à Gravières on a fait des travaux pour accueillir des classes, il est donc tout à fait envisageable d'y faire des séjours. Pour l'instant nous en sommes à la confection d'une plaquette pour présenter Gravières, cette plaquette sera présentée aux enseignants et aux directeurs des écoles.

Et pour évaluer le coût du séjour, j'attends toujours des services le coût de fonctionnement de Gravières.

**M. le Maire :** Voilà une question précise et une réponse précise. Est-ce qu'il y a d'autres questions ? Non, donc on va voter pour l'ensemble des séjours, à moins qu'il y ait une demande de vote par division... il n'y en a pas.

**(Vote à main levée : délibération adoptée à l'unanimité des présents et représentés.)**

## **SERVICES TECHNIQUES**

### **- Adoption d'un règlement communal d'assainissement collectif de la ville de Verrières le Buisson.**

(Rapporteur : Monsieur DELORT)

(Lecture du rapport de présentation.)

**M. le Maire :** Peu de commentaires, tout le monde aura bien évidemment lu les 47 pages de ce règlement avec une attention appuyée... J'ai demandé aux services du SIAVB d'avoir un œil attentif sur ce règlement pour m'assurer qu'il soit protecteur de la ressource en eau et de la Bièvre bien évidemment, donc il porte comme disposition qui n'existait pas préalablement le doublement chaque année de la surtaxe d'assainissement en cas de non-respect du branchement séparatif, c'est une disposition qui devrait nous permettre d'avoir un pouvoir légèrement plus important auprès de nos citoyens pour leur demander la mise en conformité, et cela se passe en particulier lors des mutations où une expertise est réalisée par le SIAVB pour une mise en conformité dans les deux ans comme l'a rappelé Jean-Louis DELORT ; et nous sommes là pour accompagner évidemment chacune et chacun de nos concitoyens dans les travaux qui sont à réaliser en allant même jusqu'à leur conseiller des listes d'entrepreneurs, mais ils peuvent évidemment en prendre d'autres, et bien entendu nous sommes à leur disposition pour faire la lecture des devis qui leur sont envoyés par les entreprises de sorte qu'ils ne se fassent pas gruger.

Par ailleurs, en le votant aujourd'hui, cela nous permet sur l'ensemble des réalisations, que ce soit des agrandissements ou des constructions nouvelles, de pouvoir percevoir cette fameuse Participation au Financement de l'Assainissement Collectif, donc il faut prendre cette délibération pour que nous puissions titrer, et c'est une fois que le budget en lui-même nous sera parvenu que nous pourrons récupérer cet argent. Voilà où nous en sommes aujourd'hui. Je peux aussi vous apporter comme précision que nous avons eu une grande difficulté à récupérer l'ensemble des données auprès de notre ancienne intercommunalité, ce qui est tout à fait logique dans la mesure où nous avons été la collectivité qui a le plus bénéficié de travaux d'assainissement sur les sept villes de l'agglomération, et ces travaux ont été réalisés de façon confondue avec les autres travaux sur les autres communes et avec des emprunts qui étaient uniques pour l'ensemble des travaux. Aujourd'hui il faut dénouer tout cela pour savoir quelle est la part qui revient spécifiquement à Verrières dans les emprunts qui ont été conclus ; mais nous le verrons à l'occasion du budget en lui-même.

Nous allons nous trouver dans une situation complexe puisqu'une part significative des emprunts qui étaient supportés par les sept villes va l'être uniquement par notre commune, donc il va falloir qu'on ajuste notre budget pour faire face aux intérêts des emprunts qui ont été contractés et au remboursement de leur capital, et par là-même cela va rendre notre capacité d'investissement extrêmement limitée.

Enfin c'est ce que nous subodorons, je ne peux l'affirmer avec plus de détails puisque nous ne possédons pas les chiffres. En tout cas mettons-nous en ordre de marche pour que nous puissions avoir au moins un règlement

d'assainissement à présenter à nos concitoyens qui construisent ou agrandissent leur maison. Est-ce qu'il y a des questions ?

**M. GRISSOLANGE** : Si je comprends bien, le règlement d'assainissement est celui qui existait à la Communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvre et qui a été adapté chez nous...

**M. le Maire** : Oui globalement et avec quelques petites révisions.

**M. GRISSOLANGE** : C'est en lisant cela que je suis tombé sur la Lyonnaise des Eaux mais je ne le retrouve pas. En tout cas le délégataire actuel est bien Suez ?

**M. le Maire** : Oui.

**M. GRISSOLANGE** : Autre question : au point où l'on en est, c'est peut-être trop tôt pour avoir une réponse précise mais peut-on penser que la taxe correspondante va rester pareille, va augmenter ou va baisser par rapport à ce qu'elle est actuellement ?

**M. le Maire** : Avec ce que je viens de dire, tout laisse à penser - et j'aimerais qu'il en soit différemment - qu'aujourd'hui la redevance d'assainissement ne permettra pas de faire face aux intérêts et au capital des emprunts qui nous incombent. Maintenant tout cela reste à démontrer puisqu'il faut qu'on dénoue les emprunts qui étaient globaux pour des travaux globaux et qu'on répartisse ces derniers pour les travaux incombant uniquement à Verrières.

**M. GRISSOLANGE** : Et en raison des emprunts qui ont été déjà effectués ?

**M. le Maire** : Tout à fait. Le patrimoine, les biens, donc les tuyaux qui ont été placés sont désormais notre propriété, et donc les emprunts qui ont été contractés pour les réaliser sont notre propriété aussi.

**M. ZAKARIAN** : J'avais une question et une remarque, je vais d'abord formuler la remarque : on est là dans le cas typique d'un schéma de démutualisation, je tiens quand même à rappeler qu'on a eu des discussions passionnées autour des questions d'intercommunalité et qu'il faut derrière, on assume tous, en particulier ceux qui ont fait valoir certains avis, les schémas de démutualisation qui découlent directement des problématiques administratives dans lesquelles on s'est trouvé et qui vont avoir un impact de manière indéniable ; tout schéma de démutualisation sur des actifs qui sont par nature des actifs qui gagnent à être sur le plus grand nombre va avoir un impact sur les taux d'imposition et les coûts parce que c'est un actif, un actif s'entretient, se maintient, se rénove, se modernise, surtout que nous sommes tous soucieux, et c'est bien logique, d'avoir une eau de qualité, des assainissements de qualité, et donc les normes tendent à s'améliorer dans le temps avec des exigences croissantes.

Il y a des gens qui sont plus spécialistes que moi ici qui pourraient en parler plus longuement mais je crois qu'il faut se le dire et se le redire tranquillement, sans polémique : les schémas de démutualisation et les postures qui ont été prises parfois vont nous conduire à avoir des niveaux d'imposition quoi qu'on en dise supérieurs dans un contexte qui ne s'y prête absolument pas.

Je me devais de faire cette remarque sinon je ne serais pas égal à moi-même. Il y a parfois des limites à ce que j'appelle des « égarements humains ».

On est là très clairement dans un schéma de démutualisation qui va coûter à la collectivité Verriéroise parce qu'on était sur une logique d'assiette de solidarité,

il y a des solidarités dont on a souvent mis en avant les exigences et la nécessité, là on est dans un schéma qui va démutualiser et coûter, surtout qu'on est sur des expertises croissantes dans le temps en exigences et en compétences. Négocier des tarifs avec un prestataire privé pour assurer éventuellement cette délégation ou le faire en propre réclamera de toute façon des compétences de fortes exigences, et cela, ça se paye.

Je voulais juste le redire parce que ça m'énerve, ce genre de truc ! Vous savez tous que les services font des efforts au quotidien pour économiser de l'argent, on a eu d'autres résolutions précédemment, et là ce sont des coûts durables pour la collectivité que l'on va avoir en plus. Je voulais le formuler mais sans polémique. Merci de votre écoute.

J'avais une question : dans ce schéma-là on adopte un règlement qui conduit à avoir l'équivalent d'un PLU en matière d'assainissement. C'est un peu basique mais c'est ça. Qui va, dans la période qui nous amènera à la promulgation de ce règlement par une éventuelle intercommunalité et qui nous fera retrouver un budget d'assainissement, de toute façon il y a une date limite, je crois que c'est 2020, c'est fixé par la loi, qui va assurer les expertises techniques dont on a besoin ? Est-ce que cela peut être l'actuel syndicat qui pour notre compte conduit aujourd'hui dans le cadre de l'intercommunalité ces services pour lesquels on le rétribuerait éventuellement ? Donc pour des schémas d'expertise, des contrôles lors de constructions nouvelles, etc... Ou est-ce qu'il nous faut nécessairement passer par appels d'offres, trouver un prestataire, ce qui veut dire aussi que sur une période donnée, et peut-être un temps assez long, la ville va se trouver dans une zone d'inconfort en matière d'expertises et d'obtention des expertises nécessaires à la bonne application de ce règlement ?

**M. le Maire :** Mes chers collègues, nous allons assumer cela tout seuls comme des grands. Nos services techniques, le service de la voirie en particulier, avec le service de l'urbanisme à l'occasion des mutations et notre délégataire, nous allons le faire en bonne intelligence avec les pouvoirs qui sont les nôtres de surveillance de notre délégataire et de la qualité de travail qu'il pourrait nous fournir, nous veillerons aux bons agissements pour tous les cas qui viendraient à se produire. Donc non, on n'emploiera personne en plus, nous le ferons en interne avec nos moyens et donc notre prestataire qui est aujourd'hui désigné pour cela. Et Caroline FOUCAULT me souffle : « et pour combien de temps encore ? ». Je suis bien incapable de répondre à cette question-là puisque j'ai répondu tout à l'heure à la question du Baptiste FOURNIER sur le souhait que j'ai avec d'autres collègues de la Communauté d'agglomération d'anticiper la date obligatoire de 2020. Maintenant est-ce qu'on sera en capacité de le faire ? Cela dépendra de l'étude que l'on va conduire avant la fin de l'année. J'ai demandé que les rendus de cette étude se fassent avant la fin de l'année et maintenant beaucoup de cas pourront se produire à l'issue de cette étude parce qu'il n'y a pas forcément de globalisation à la fin. Il y aura peut-être des modes de gestion différenciés et je vous rappelle que nous sommes liés à notre prestataire pour encore une période longue. On ne pourra pas s'en défaire comme cela. Donc le contrat qui était réparti sur sept communes

précédemment nous impacte directement et n'est pas modifiable et nous coûte donc proportionnellement plus cher que lorsqu'il était réparti sur sept communes.

Donc cela, nous l'avons jusqu'à la fin du contrat, il doit nous rester une dizaine ou une douzaine d'années à vivre avec, sauf et encore une fois c'est parfaitement possible dans un cas de négociation, si l'on négociait avec l'actuel prestataire mais en versant des pénalités de sortie de contrat et en repartant sur une globalisation finale. Reste à savoir si ce sera intéressant pour la collectivité ou la ville parce que la collectivité n'acceptera peut-être pas qu'on dénonce ce contrat et en plus de cela on prendrait en charge la dénonciation. Donc tout reste encore ouvert. D'autres questions ?

**M. MORDEFROID :** Est-ce que cela veut dire que ce risque de coût supplémentaire de remboursement des emprunts pour les travaux va nous empêcher de financer de nouveaux travaux d'assainissement qui sont nécessaires pour la réfection de certaines voiries ?

**M. le Maire :** On s'aventure dans un domaine un peu délicat dans la mesure où je ne connais pas les bases sur lesquelles nous sommes aujourd'hui. Donc je suis incapable de dire s'il faut rajouter deux centimes d'euro ou s'il faut multiplier par cinq pour faire face simplement aux obligations d'aujourd'hui. Donc tant qu'on n'a pas ces chiffres-là, cela ne sert à rien de faire des plans sur la comète ; mais dans l'hypothèse où l'on atteindrait des sommes trop importantes à collecter pour pouvoir continuer à investir, il faudra retarder un certain nombre de programmes, c'est une hypothèse que l'on ne peut pas écarter aujourd'hui.

**M. PEPERS :** On a encore des rues qui ne sont pas en double réseau, des rues qui n'ont pas été refaites, dont l'assainissement n'a pas été refait, donc comme le disait très justement Jean-Paul MORDEFROID, il va y avoir un retard de modernisation de certaines rues de Verrières, car si l'on est empêché pécuniairement parlant, on ne tiendra forcément pas le planning des travaux qu'on s'était fixé.

**M. le Maire :** Tu as raison, il reste des rues en unitaire et non pas en séparatif, il y en a peu, c'est la raison pour laquelle étant un peu intéressé par ces questions là et étant dans la communauté d'agglomération, j'avais « mis le paquet » pour qu'on réalise beaucoup, et on était prêt à accompagner notre programme d'assainissement sur Verrières doublé de notre programme de voiries. Donc il reste à faire mais on a bien avancé dans la période précédente.  
(Vote à main levée : la délibération est adoptée à l'unanimité des présents et représentés.)

## **SERVICE DES RELATIONS EXTERIEURES**

**- Attribution d'une subvention exceptionnelle au Club ABC au titre de l'année 2016.**

(Rapporteur : Monsieur TREBULLE)

**M. TREBULLE :** J'aurais aimé vous parler de la polyvalence et des vertus d'une salle polyvalente comme celle du Colombier qui est fermée pour travaux mais je ne vous en parlerai pas.

J'aurais aimé vous parler des travaux eux-mêmes et des formidables potentialités qui vont s'ouvrir à la ville de Verrières, à ses associations, à ses administrés, mais c'est un autre sujet que celui sur lequel il m'a demandé de rapporter.

J'aurais aimé vous parler du club ABC et de l'ensemble de son implication dans la vie Verriéroise et de ses multiples activités qu'il développe avec talent, contribuant de la sorte à la richesse de la vie associative, mais ce ne serait qu'indirectement l'objet de cette délibération.

J'aurais aimé vous parler de cette volonté tout à fait affichée du Maire et de l'ensemble du conseil de faire en sorte que les travaux et les idées pour le Colombier ne préjudicient en rien à l'activité associative et qu'au contraire ils soient une occasion de réinvestir d'autres espaces, d'envisager différemment l'activité associative et de contribuer ce faisant un peu plus profondément à l'ancrage de cette réalité dans la vie quotidienne de chacun de nos administrés.

J'aurais aimé vous parler de la salle Saint-Germain au Centre paroissial Saint André de Saint-Germain et de Saint-Germain lui-même qui ne fut pas simplement l'Auxerrois, mais je ne le ferai pas, et je me contenterai d'observer que le club ABC ne pouvant plus disposer de la salle du Colombier a mis à profit les conventions que nous avons passées avec un certain nombre de partenaires, et notamment l'association qui gère le centre Saint André, ce qui a permis au club ABC, nonobstant l'impossibilité pour lui de jouir des locaux du Colombier, de tenir sa braderie annuelle, ce qui justifie la demande d'attribution d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 500 €, et comme pour d'autres délibérations qui me permettront de revenir sur ces différents points que je n'ai pas le bonheur de traiter avec vous ce soir, de soutenir la délibération de demande de subvention exceptionnelle. Merci.

**M. le Maire :** Pour la bonne administration de notre Conseil municipal, nous demandons à François-Guy TREBULLE de ne rapporter qu'une seule délibération par conseil ! (Hilarité générale).

Est-ce que vous avez des questions ?

**M. HULIN :** Est-ce que cela veut dire, j'imagine que la réponse est oui, que toute association qui va devoir louer une salle pour remplacer la salle du Colombier aura une subvention exceptionnelle ? Si c'est le cas, est-ce qu'on ne pourrait pas avoir un prévisionnel à partir du planning du Colombier et de l'utilisation des associations qui auront besoin de salles, ainsi on pourrait le voir un peu à l'avance ?

**M. TREBULLE :** En réalité le propos n'est pas pour toute association, ce n'est pas « open bar » sur la réservation de salles payantes là où nous n'avons plus la salle gratuite, pardon pour l'expression familière, mais nous l'avons déjà exprimé à plusieurs reprises, nous souhaitons que les associations qui bénéficiaient des infrastructures communales gratuitement ne soient pas handicapées ou gênées dans le développement de leurs activités associatives par les travaux du Colombier.

Donc c'est une aide exceptionnelle qui est à titre très principal et très prioritaire à destination des associations qui bénéficiaient du Colombier. Pour celles-là nous avons passé des accords avec un certain nombre de structures : le centre

paroissial Saint-André, la salle Odilon Redon de l'école Rudolf Steiner, le groupe scolaire Sophie Barat, le centre des Gâtines où c'est un peu plus difficile, enfin un certain nombre de prestataires privés qui sont susceptibles de proposer aux associations Verriéroises des salles pour leur permettre d'exercer leurs activités. La raison est précisément que nous n'avons pas voulu rentrer dans une logique administrative au sens négatif du terme imposant ainsi des prestataires et des solutions alternatives, nous avons proposé aux associations un certain nombre de solutions autres, solutions qu'ils peuvent compléter eux-mêmes en allant rechercher d'autres salles ou d'autres lieux pour organiser leurs manifestations, ce qui rend assez difficile un planning prévisionnel strict même si l'on en a une petite idée. Ainsi Monsieur le Maire tout à l'heure a fait état dans les manifestations à venir du fait que Arte Musical ou je ne sais plus quelle association musicale va organiser une manifestation à Odilon Redon, manifestation qui aurait eu vocation à se dérouler au Colombier ; là c'est Steiner avec un budget donné, ici le club ABC comme on l'a déjà voté pour le Secours Populaire qui organise ses manifestations au centre Saint-André, ce qui rend un peu difficile une planification stricte. C'est-à-dire qu'on a une idée globale du nombre de manifestations mais le parti-pris de la commune a été de laisser cette liberté d'organisation aux associations tout en négociant, je tiens à le préciser car cela participe vraiment de notre volonté de les accompagner pendant ces périodes de travaux, tout en ayant négocié des tarifs qui sont assez préférentiels pour chacune des structures en question. C'est-à-dire que le centre paroissial Saint-André, l'école Steiner, le groupe scolaire Sophie Barat proposent aux associations qui viennent de notre part des tarifs qui sont tout à fait avantageux.

Cependant, nous n'avons pas souhaité être en ligne directe par rapport à ces structures, il s'agit donc bien pour nous de ne pas louer des salles pour des associations Verriéroises mais d'offrir une subvention particulière pour accompagner lesdites associations dans leurs démarches afin de trouver des lieux de substitution pour organiser leurs manifestations.

**M. le Maire :** En complément je pourrais rajouter que certaines associations, par le débat qu'on a eu avec elles, ont souhaité ne faire leur manifestation traditionnelle qu'un an sur deux à cause justement de la problématique du Colombier ; et d'autres trouvent chaussure à leur pied à l'intérieur de l'espace Mermoz. Donc c'est très difficile de pouvoir planifier celles qui vont pouvoir bénéficier de l'espace Mermoz ou d'autres salles communales comme le Moulin de Grais, et qui s'en satisfont, et d'autres qui ne s'en satisferont pas et préféreront aller sur d'autres salles que François-Guy a évoquées. Ce n'est pas facile de faire un estimatif.

**M. TREBULLE :** Mais on pourra faire un bilan en fin d'année.

**M. le Maire :** Oui, nous ferons un bilan en fin d'année. Également les préaux d'école sont utilisés pour certaines manifestations.

**M. GRISSOLANGE :** Je voulais juste faire observer que la méthode utilisée par François-Guy TREBULLE permettrait à chacun de nous, en disant : « j'aurais aimé vous parler de... » de présenter ici tel ou tel programme politique... (Hilarité générale)... Ce dont je m'abstiendrai bien évidemment.

(Vote à main levée : la délibération est adoptée à l'unanimité des présents et représentés).

### **SERVICE PETITE ENFANCE**

#### **- Modification de l'annexe financière aux règlements de fonctionnement des établissements d'accueil du jeune enfant.**

(Rapporteur : Madame KERNY)

(Lecture du rapport de présentation)

La Caisse d'allocations familiales fixe, au début de chaque année civile, un plancher et un plafond de ressources à prendre en compte pour définir le montant des participations familiales des familles bénéficiant d'une place en établissement d'accueil du jeune enfant.

Les montants des revenus plancher et plafond sont fixés respectivement à 660,44 € et à 4 864,89 € pour l'année 2016.

Pour information, en 2015, les revenus plancher et plafond étaient respectivement fixés à 647,49 € et à 4 845,51 €.

Il est à noter que le taux d'effort lié à la composition de la famille et au type d'établissement d'accueil du jeune enfant reste identique conformément aux directives de la CNAF dans sa circulaire en date du 29 juin 2011 et approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 17 septembre 2012.

Les tableaux suivants détaillent les participations familiales, en fonction du mode d'accueil, à savoir ;

ACCUEIL COLLECTIF	Famille 1 enfant		Famille 2 enfants		Famille 3 enfants		Famille de 4 à 7 enfants		Famille de 8 à 10 enfants	
Revenus Mensuels	Plancher 660,44 €	Plafond 4 864,89 €	Plancher 660,44 €	Plafond 4 864,89 €	Plancher 660,44 €	Plafond 4 864,89 €	Plancher 660,44 €	Plafond 4 864,89 €	Plancher 660,44 €	Plafond 4 864,89 €
Taux d'effort	0,06 %		0,05 %		0,04 %		0,03 %		0,02 %	
Prix de l'heure	0,40 €	2,92 €	0,33 €	2,43 €	0,26 €	1,95 €	0,20 €	1,46 €	0,13 €	0,97 €

ACCUEIL FAMILIAL	Famille 1 enfant		Famille 2 enfants		Famille de 3 à 5 enfants		Famille à partir de 6 enfants	
Revenus Mensuels	Plancher 660,44 €	Plafond 4 864,89 €	Plancher 660,44 €	Plafond 4 864,89 €	Plancher 660,44 €	Plafond 4 864,89 €	Plancher 660,44 €	Plafond 4 864,89 €
Taux d'effort	0,05 %		0,04 %		0,03 %		0,02 %	
Prix de l'heure	0,33 €	2,43 €	0,26 €	1,95 €	0,20 €	1,46 €	0,13 €	0,97 €

Les membres de la commission Petite Enfance, réunis le 16 février 2016, ont émis un avis favorable.

**Mme KERNY :** Il existe deux particularités à Verrières en ce qui concerne l'accueil des enfants : lorsqu'il s'agit d'une fratrie, lorsqu'une famille a deux enfants en crèche, le taux d'effort est augmenté de deux, nous tenions à maintenir cette particularité ; par ailleurs, quand nous accueillons un enfant handicapé, on majore de un enfant le taux d'effort pour soulager la famille.

**M. le Maire :** C'est une délibération extrêmement classique qui revient toujours à cette même période pour la réadaptation des planchers et plafonds des tarifs suggérés par la CNAF. Est-ce qu'il y a des questions ? (Non)

**(Vote à main levée : la délibération est adoptée à l'unanimité des présents et représentés.)**

**- Réorganisation du service public des crèches - Fermeture de la crèche familiale « Le Village »**

(Rapporteur : Madame KERNY)

(Lecture du rapport de présentation).

La crèche familiale propose l'accueil d'enfants aux domiciles d'assistantes maternelles. Elles bénéficient d'un agrément délivré par le médecin départemental du service de Protection Maternelle et Infantile (PMI) qui fixe le nombre d'enfants qu'elles peuvent accueillir. Les assistantes maternelles sont rémunérées par la Ville et ne sont pas titulaires de la fonction publique territoriale.

Elles bénéficient d'un accompagnement et d'un encadrement assurés par le personnel de la crèche familiale composé d'une directrice, éducatrice de jeunes enfants, d'une auxiliaire de puériculture, d'un agent technique (présent 1 journée par semaine) et d'une puéricultrice, référent technique, présente 12 h par semaine. Les enfants, à partir de 18 mois, participent à des jardins d'enfants en demi-journée et les plus grands bénéficient d'une journée continue dans les locaux de la crèche.

A ce jour, huit assistantes maternelles travaillent au sein de cette structure et accueillent chacune 3 enfants.

On constate, depuis plusieurs années, une baisse conséquente des demandes d'inscriptions pour ce type de structure, les parents préférant un accueil collectif. Une analyse sur les inscriptions en crèche depuis trois ans entérine ce constat, à savoir :

- en 2013 sur 114 inscriptions, 13 familles ont choisi la crèche familiale en 1<sup>er</sup> choix, soit 11,40 %,
- en 2014, sur 151 inscriptions, 16 familles ont choisi la crèche familiale en 1<sup>er</sup> choix soit 10,60 %,
- pour l'année 2015, sur 145 inscriptions, 12 familles ont choisi la crèche familiale en 1<sup>er</sup> choix, soit 8,28 %.

La crèche familiale occupe des locaux situés 72 rue d'Estienne d'Orves, sur deux étages.

Dans un espace attenant, le centre de PMI, géré par le Conseil départemental, assure des consultations, deux demi-journées par semaine. Cependant, nous n'avons pas de chiffres précis concernant la fréquentation des familles verriéroises.

Le bâtiment nécessite des travaux de réfection conséquents et la mise aux normes relative à l'accessibilité aux personnes présentant un handicap telle que définie par la loi « pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » du 11 février 2005.

Le coût de ces travaux est estimé approximativement à 1 million d'euros dont environ 350 000 € dédiés à l'accessibilité aux personnes présentant un handicap.

Il est à noter qu'il n'y a pas de bâtiments communaux disponibles pouvant recevoir cet accueil familial et qu'une réflexion est en cours concernant la relocalisation du centre de PMI.

Par ailleurs, si tant est qu'il y ait une possibilité, le coût des travaux lié à la mise aux normes obligatoire, pour un établissement d'accueil du jeune enfant, pourrait être supportée difficilement par la Ville, malgré les subventions pouvant être accordées éventuellement par les partenaires, après éligibilité du projet.

A l'aune de ce constat, il est proposé :

- de fermer la crèche familiale,
- de répartir les enfants actuellement accueillis à la crèche familiale dans les établissements d'accueil collectif, selon les souhaits des parents,
- de répartir l'ensemble des agents (1 éducatrice de jeunes enfants, 1 auxiliaire de puériculture, 8 assistantes maternelles) exerçant dans cette structure et de pourvoir, de ce fait, aux postes laissés vacants suite à différents départs au sein des services à la population (retraite, fin de CDD, poste d'éducatrice de jeunes enfants non remplacé en l'absence de candidate),
- de mettre fin à la convention de mise à disposition de locaux pour le centre de PMI signé avec le Conseil départemental en juin 2006.

En conclusion, si la fermeture de la crèche familiale entraîne une baisse du nombre de places proposées aux verriérois, dans les établissements d'accueil du jeune enfant, il n'en reste pas moins que la commune, au regard du nombre d'habitants et de naissances, se situe au-dessus de la moyenne d'un panel de villes choisies en Essonne et dans les Hauts-de-Seine, comme le corrobore le tableau suivant (sources : INSEE et site de la CAF) :

	Nombre d'habitants	Nombre de naissances 2014	Nombre de places en établissements d'accueil du jeune enfant	Ratio entre nombre de places en crèche et nombre de naissances
Orsay	16 153	142	234	1,65
Gif-sur-Yvette	20 346	183	230	1,26
<b>Verrières-le-Buisson</b>	<b>15 612</b>	<b>111</b>	<b>129 (hors crèche familiale)</b>	<b>1,16</b>
Saint-Michel-sur-Orge	20 000	326	234	0,72
Chilly-Mazarin	19 000	336	232	0,69
Antony	59 849	845	565	0,67
Palaiseau	28 959	472	300	0,64
Châtenay-Malabry	30 556	505	282	0,56
Juvisy-sur-Orge	15 545	298	145	0,49
Massy	37 704	1 059	365	0,34

Les membres de la commission Petite Enfance, réunis le 16 février 2016, ont émis un avis favorable.

**M. le Maire :** En effet, la situation de la crèche familiale nous invite à prendre cette difficile décision, ce n'est pas de gaieté de cœur qu'Anne la rapporte devant vous ce soir au conseil municipal, de même que ce n'était pas de gaieté de cœur que j'ai souhaité la voir inscrite à l'ordre du jour. Aujourd'hui où l'argent public se fait rare, c'est un lieu commun que de le dire, dépenser de l'ordre de 70 000 € par enfant accueilli, je vous le rappelle, pour une demi-journée par semaine pour les plus jeunes et une journée par semaine pour les plus vieux dans cette structure, ne nous semble pas être de la bonne gestion des deniers publics.

Il est clair que le travail effectué par l'ensemble des personnels municipaux et les assistantes maternelles est un excellent travail, de qualité et qu'il apporte des satisfactions aux Verriéroises et aux Verriérois qui leur confient leurs enfants. Mais il nous est apparu que dès lors que nous trouvions des solutions pour que tous les enfants aujourd'hui suivis puissent retrouver un mode de garde dans les structures de la ville et que nous avons la capacité de proposer à chacune des assistantes maternelles une possibilité de reclassement, les conditions étaient réunies pour cesser les activités de la crèche familiale.

Par ailleurs, même si ce que dit Anne est tout à fait vrai, dans l'immédiat pour la rentrée de septembre nous ne pensons pas être en capacité d'accroître le nombre de places en crèches à Verrières. Ceci étant nous espérons avoir la possibilité, et nous sommes déjà en discussion avec les différentes parties prenantes, de faire une modification de gestion de la crèche Saint-Fiacre qui comme vous le savez n'est pas ouverte le mercredi ni pendant les vacances pour accroître nos possibilités d'accueil et retrouver une capacité d'accueil accrue pour limiter les effets sur l'ensemble des Verriéroises et des Verriérois de la fermeture de la crèche familiale. Et donc nous pourrions d'après les premières estimations quasiment revenir au niveau actuel avec ces réouvertures.

Donc l'ensemble de cette obligation de dépenses n'est pas un choix, ce n'est pas une possibilité que nous avons, c'est une obligation, vous l'avez d'ailleurs vu dans les ADAP que nous avons passés puisque la crèche familiale y participait, ces sommes sont à dépenser, c'est une obligation, et pour la bonne gestion encore une fois de l'argent de nos concitoyens, il ne nous semble pas opportun de persévérer dans le maintien de cette crèche familiale, tout en reconnaissant l'excellent travail fait par les services des assistantes maternelles et le plaisir qu'ont les enfants à être dans ce mode de garde.

Voilà ce que je voulais rajouter à la parfaite présentation d'Anne KERNY. Est-ce qu'il y a des questions ?

**M. HULIN :** A la lecture du mensuel de ce mois-ci et de la tribune, tel que libellé on avait l'impression que la décision était déjà prise. C'est bien d'en parler au conseil municipal car je trouvais la sentence de la tribune un peu définitive sur le sujet.

Par ailleurs, il y a des termes qui m'ont interrogé sur le projet car quand on présente le nombre d'inscription, on voit que le nombre de familles utilisant

cette crèche familiale diminue, certes, mais en premier choix ; pour avoir moi-même rempli des demandes de crèche à deux reprises, évidemment on met toujours les premier et deuxième choix et il faut toujours considérer les premier, deuxième, et même troisième choix comme des choix optimaux dirons-nous ; certes les demandes sont des premiers choix et je ne connais pas quel est le choix de deuxième niveau mais ne présenter que les premiers choix me semblait un peu rapide.

Et surtout ce qui m'a interrogé, c'est que juste avant le tableau sur la répartition, il est marqué que « la liste de valeur se situe au-dessus de la moyenne d'un panel de villes choisies », mais choisies par qui ? Et si on voulait se situer par rapport à d'autres villes ? Enfin qui a choisi les villes de ce tableau ? Le terme de « villes choisies en Essonne et les Hauts de Seine » m'a un peu inquiété.

**Mme KERNY** : Elles sont citées comme exemples.

**M. HULIN** : Oui mais pourquoi pas d'autres ? Saint-Michel-sur-Orge par exemple ?

J'ai deux questions et une remarque : ma première question est que dont acte, les agents vont être répartis dans des postes laissés vacants au sein de services à la population, cela veut donc dire que des personnes qui aujourd'hui, voire peut-être depuis plusieurs années, sont assistantes maternelles et s'occupent de jeunes enfants, vont complètement changer de métier du jour au lendemain, c'est ça ? Excusez-moi de poser la question sur ce qu'est un « service à la population ».

Deuxième question : une fois qu'il n'y aura plus de crèche familiale, que va devenir cette maison ? Quel sera son devenir ?

Dernier sujet : le choix de ne pas refaire cette crèche et de la fermer, je pense qu'il faut se dire les choses clairement, il ne faut pas se cacher derrière son petit doigt, c'est un choix politique. D'ailleurs dans la présentation c'est ce qui a été dit, « ce n'est pas de gaieté de cœur qu'il a fallu faire ce choix, nous avons décidé de... » C'est un choix politique, comme tous les choix politiques il peut être justifié, discuté, on peut ne pas être d'accord, ce n'est pas parce que c'est un choix politique qu'il n'est pas normal, je dis juste que la présentation qui consiste à dire : « nous n'avons pas le choix, c'est juste de la bonne gestion, il n'y a pas de choix politique derrière » ne me semble pas correcte, il faut être honnête, c'est un choix politique de la majorité de fermer cette crèche familiale, nous fermons à cet endroit là et nous fermons la PMI, nous décidons politiquement de faire cela.

Et cela, politiquement, en tout cas en ce qui me concerne, c'est une position que vous avez le droit de ne pas partager, je considère que c'est typiquement le genre de sujet sur lequel on pourrait mettre des moyens d'investissement pour des travaux. Je sais qu'il y a tout un tas de demandes, je sais que la politique, c'est choisir, en ce qui me concerne ce genre de sujet mériterait des investissements, d'autant plus que certes il y a tout un tas de communes qui sont moins bien placées que nous en termes de places d'accueil mais il y en a aussi qui le sont bien mieux, on a donc une marge de progression et on

pourrait très bien se dire que politiquement, on augmente le nombre de places et on investit.

En tout cas, à titre personnel ça aurait été bien, mais l'important est de bien afficher que c'est un choix politique.

**Mme KERNY :** La réflexion sur le devenir de la crèche familiale ne date pas d'aujourd'hui, ça date de 2005 au moins, il y a eu tout un tas de réflexions, des réunions d'architectes, etc, pour modifier la structure, pour évoquer la possibilité de modifier le bâtiment et maintenir la crèche familiale, j'ai retrouvé dans les dossiers de la petite enfance tous les plans qui montrent qu'il y a eu un travail sérieux de réflexion sur le sujet ; il y a eu aussi un effort de réflexion sur le transfert de la crèche familiale, ça ne date pas d'hier, c'est quelque chose qui date de plusieurs années et actuellement, il n'y a pas de bâtiment communal qui pourrait permettre le transfert de la crèche familiale sans des frais énormes, qui ne seraient peut-être pas aussi élevés que les travaux de réfection du bâtiment de la petite enfance rue d'Estiennes d'Orves mais qui, de toute façon, dans l'état actuel des finances de la commune, coûteraient très cher, et c'est pour ça qu'au terme de toutes ces réflexions nous avons envisagé la fermeture de la crèche familiale.

Encore une fois, même si ce n'est pas un premier choix, c'est vrai que les parents qui finalement mettaient leurs enfants à la crèche étaient très contents, c'est une structure qui fonctionnait très bien, pour avoir assisté depuis deux ans à tous les goûters, à toutes les fêtes de la crèche familiale et connaître un peu le personnel qui travaillait, je dois dire que j'avais moi-même une excellente impression, et j'ai toujours trouvé que les enfants qui étaient là avaient vraiment un accueil de qualité, néanmoins c'est un accueil qui coûte 12 000 € par enfant et par an alors que le coût moyen concernant les enfants dans les accueils collectifs est de 8 000 €, donc cela se rajoute aussi.

**M. le Maire :** Je vais compléter sur la remarque et la question posée : toutes nos décisions ici sont des décisions politiques, toutes sans exception, et tous nos échanges sont des échanges politiques. Donc la délibération que nous prenons ce soir est politique comme toutes les autres que nous avons prises et comme notre vœu qui sera sur la motion qui sera proposée dans un instant.

Donc personne ne se cache derrière son petit doigt, nous expliquons les raisons pour lesquelles la majorité du conseil municipal propose cette délibération au conseil : c'est que 70 000 € pour une demi-journée par semaine nous semblent aujourd'hui être trop onéreux comme dépense par rapport à la conservation de ce bâtiment. Et par ailleurs nous l'avons dit et je passerai la parole dans un instant à Caroline FOUCAULT pour parler du personnel, des solutions seront apportées à chacun et chacune des enfants et à chacun des personnels qui travaillent avec nous. Donc personne ne se cache et nous essayons de construire avec nos partenaires de nouvelles capacités d'accueil.

Donc la petite enfance n'est pas délaissée puisqu'on a des marges de progrès, en particulier à la crèche Saint-Fiacre. Mais aujourd'hui ce mode de garde, comme l'a rappelé Anne KERNY, est un mode de garde qui coûte le double à la collectivité que le mode de garde collective, il faut le savoir, et donc on est

obligé de faire des choix pour rationaliser les dépenses et faire appel le moins possible à l'impôt pour le fonctionnement des services publics.

Là nous pensons avoir une marge de manœuvre et cela va donner une réponse immédiate à la question sur l'avenir de ce bâtiment : ce n'est certes pas d'accueillir du public puisque toutes les normes évoquées sont des normes à mettre en place pour accueillir du public. Donc nous réfléchissons si nous pouvons le proposer à des personnels pour y travailler sur des postes administratifs, mais ce ne pourra pas être une crèche familiale comme celle que nous connaissons aujourd'hui.

**Mme FOUCAULT :** Au niveau des personnels et des services à la population, nous avons souhaité faire comme pour tout ce qui était ménage, nous avons fermé des parties de service, lorsque nous avons donné à une société tout ce qui était ménage sur la ville, nous avons permis à du personnel de découvrir de nouveaux métiers par des formations. Le personnel cette semaine va être reçu, il y aura une liste de postes à pourvoir, on sait que ce sera très compliqué pour chacune parce qu'elles travaillaient à leur domicile, en famille. Nous les avons déjà rencontrées avec Monsieur le Maire et Anne KERNY. Nous avons estimé que le fait de ne les mettre que dans des structures petite enfance allait peut-être fermer leurs ambitions professionnelles et qu'il fallait au contraire leur proposer différents postes.

Après, nous allons les voir individuellement plusieurs fois s'il le faut, on prendra le temps nécessaire pour savoir ce qu'elles souhaitent faire ou pas, et par rapport à ce qu'elles souhaiteraient, on leur proposera des formations, sachant que notre souhait est de les garder, il n'est pas question de faire comme à SAVIGNY et de mettre 31 personnes dehors du jour au lendemain.

Nous souhaitons garder notre personnel, leur donner des moyens, leur donner un accompagnement, c'est quelque chose d'extrêmement difficile comme cela n'a pas été facile au niveau du personnel de ménage, mais cela peut aussi leur donner l'occasion de faire un point et de voir autre chose, sachant qu'elles peuvent aussi décider de ne pas continuer la route avec nous et de rester assistantes maternelles à domicile. Si des parents souhaitent rester avec ces assistantes maternelles de façon indépendante, ils ont toute liberté de le faire, il y a une grande liberté de leur côté aussi et c'est normal. Donc ce sera de la formation, de l'accompagnement, on sera à l'écoute parce qu'on sait que ce ne sera pas forcément facile.

**M. MORDEFROID :** Je pense qu'effectivement le dossier est bien présenté et très convaincant, en plus il y a des alternatives crédibles pour les enfants et pour les personnels, j'aurais juste une question sur le fait que la PMI est impactée par le même mouvement, donc qu'en est-il de la PMI ?

**Mme KERNY :** La PMI fonctionne en parallèle avec la maison départementale pour personnes handicapées (MDPH) de Massy et on n'a jamais réussi à connaître, alors qu'on le réclame depuis des mois, le nombre de passages d'enfants Verriérois à la PMI aux consultations, vaccinations, etc, jamais nous n'avons pu avoir des renseignements sur les fréquentations et les actes qui s'y déroulent. C'est donc un peu compliqué mais de toute façon il y a une réflexion sur le transfert de la PMI, on n'avait de toute façon absolument pas la

possibilité de décider quoi que ce soit avant de le présenter au conseil municipal. On aura une réflexion sur la PMI, en relation avec les médecins, on aura des discussions avec toutes les personnes concernées et il y aura une solution proposée pour la PMI, à Verrières ou ailleurs, on va voir avec la MDPH, mais pour le moment cela n'a pas été à l'ordre du jour précisément étant donné que la crèche ne va pas fermer demain et que nous ne pouvions pas contacter au Conseil Départemental les gens qui sont en responsabilité de la PMI avant qu'on vous ait présenté ici le sujet. Nous avons eu des appels téléphoniques de responsables au niveau du Conseil Départemental qui ont entendu parler du projet éventuel de la fermeture de la crèche familiale sur Verrières et qui nous ont parfaitement rassurés sur ce choix que nous étions obligés de faire dans la mesure où ce n'est pas particulier à nous, il y a beaucoup de communes autour de nous où les crèches familiales ferment pour des raisons liées aux coûts de fonctionnement de ce genre de structure. C'est aussi lié au choix de parents qui professionnellement parlant évoluent de telle façon que souvent les horaires ne sont pas compatibles avec les activités des parents.

**M. le Maire :** En ce qui concerne la PMI, je suis tout à fait partisan pour qu'une PMI puisse rester à Verrières mais il faut savoir combien de personnes cela touche et pourquoi c'est ouvert. Aujourd'hui on a une fin de non recevoir à nos demandes de fréquentation de l'espace, combien d'enfants et combien de familles viennent parce que s'il y a beaucoup d'enfants et beaucoup de familles c'est très bien mais cela touche combien de familles ? On a besoin de ces informations pour le savoir. La PMI à cet endroit-là paye un petit loyer, elle pourra très bien trouver une autre structure ailleurs si le besoin s'en fait sentir. Comme on n'est pas capable d'estimer ce besoin, c'est un peu compliqué, et comme le disait très justement Anne, la délibération prise aujourd'hui par le Conseil municipal nous obligera à contacter les services départementaux plus avant que nous ne l'avons fait pour envisager l'avenir de la PMI à Verrières.

**M. FOURNIER :** Quand débuteraient les travaux ?

**M. le Maire :** Il n'y a pas de travaux puisqu'on ferme.

**M. FOURNIER :** J'avais compris que cela pouvait servir à autre chose ...

**M. le Maire :** J'ai dû mal m'exprimer, j'ai dit que l'on fermait la crèche et que pour ne pas avoir à faire de travaux d'accueil du public cela n'accueillerait certainement plus de public.

**(Vote à main levée : la délibération est adoptée par 27 voix pour et 5 voix contre.)**

### **POUR INFORMATION**

**- Liste des marchés publics d'un montant égal ou supérieur à 20.000 € HT conclus en 2015 par la commune.**

(Rapporteur : Madame FOUCAULT)

(Lecture du rapport de présentation).

En vertu de l'article 133 du code des marchés publics et de l'arrêté en date du 21 juillet 2011 pris par le Ministre chargé de l'économie pour l'application dudit article, la commune, en tant que pouvoir adjudicateur, doit publier, au cours du

premier trimestre de chaque année et sur le support de son choix, une liste des marchés conclus l'année précédente.

Cette liste doit indiquer, de manière séparée, les marchés relatifs aux travaux, aux fournitures et aux services. Et pour chacun de ces trois types de prestations, les marchés sont regroupés en fonction de leur montant selon les tranches suivantes :

- 1°) marchés dont le montant est égal ou supérieur à 20 000 € HT et inférieur à 90 000 € HT,
- 2°) marchés dont le montant est égal ou supérieur à 90 000 € HT et inférieur aux seuils de procédure formalisée mentionnés au II de l'article 26 du code des marchés publics,
- 3°) marchés dont le montant est égal ou supérieur aux seuils de procédure formalisée mentionnés au II de l'article 26 du code des marchés publics,

De plus, la liste doit comporter, pour chaque marché, les mentions suivantes :

- 1°) l'objet et la date du marché,
- 2°) le nom de l'attributaire et son code postal s'il est établi en France ou le pays de son principal établissement s'il n'est pas établi en France.

Ce point d'information a pour objet de présenter au Conseil municipal la liste des marchés publics d'un montant égal ou supérieur à 20 000 euros HT conclus en 2015 par la commune.

Cette liste sera publiée sur le site internet de la commune, accessible à l'adresse suivante : <http://www.mairie-verrieres-91.fr/ville/>.

**M. le Maire :** Merci. C'est un peu fastidieux mais c'est une obligation qui nous est faite et que nous respectons, on regarde tous les marchés qui ont été passés, avez-vous une question sur l'un ou l'autre ?

**M. TREBULLE :** Une remarque générale : je m'interroge un peu sur ce que sont les bandes dessinées adultes qui sont mentionnées dans le lot 1, mais j'imagine que d'aucuns sauront répondre.

(Rires)

Ce qui me surprend un peu plus ou qui me trouble un peu, c'est qu'alors qu'on passe des dépenses pour Gravières qui sont d'un montant tout à fait important, qui n'est pas discuté d'ailleurs mais important, on retrouve dans le même tableau une somme de 70 000 € pour « la Renaissance de la Vallée de la Loire, Cirque et Nature, Corsaires et Découverte des milieux marins », là quand même je trouve que le télescopage des chiffres a quelque chose d'un peu troublant.

**M. le Maire :** Merci pour ces remarques. Pas d'autres remarques ? (Non)  
Nous prenons acte que ce compte rendu a bien été fait à notre collectivité.

**Le Conseil municipal prend acte de la liste des marchés publics conclus en 2015.**

**- Motion relative au soutien pour le projet Francilienne TV /TELIF.**

**M. le Maire :** Je vous fais la présentation de cette motion et je le fais avec un peu d'émotion puisque j'ai été administrateur de Télésomme pendant 14 ans, et ce vœu est sollicité par l'ancienne équipe de Télésomme qui travaille à ce projet d'une télévision Francilienne avec d'autres acteurs qui agissaient dans des télévisions départementales, qui se sont regroupés et qui ont déposé un dossier à l'occasion d'une compétition publique qui permettait à différentes chaînes de faire des propositions pour une nouvelle chaîne Francilienne à l'occasion de l'ouverture à la TNT par le CSA de fréquences.

Je pense qu'une télévision pluraliste spécifique pour notre région apporterait quelque chose dans le paysage audiovisuel de proximité et c'est la raison pour laquelle, sans que cela ne nous engage en rien à participer à un quelconque financement, parce que vous l'imaginez bien, ce n'est pas la seule ville de Verrières qui pourrait accompagner un tel projet mais ce sont les autorités régionales et départementales en termes de puissance publique avec des opérateurs qui ont voté favorablement, qui porteront ce projet, c'est la raison pour laquelle j'ai trouvé qu'il était de bon ton, pour avoir une offre plus large pour nos concitoyens de Verrières-le-Buisson, d'apporter notre soutien à ce projet qui, comme vous le voyez par les différents signataires, est absolument trans-courants politiques vu l'ensemble des noms qui sont indiqués et les maires ou les présidents des communautés d'agglomérations qui se sont joints à ce mouvement.

Et je voulais vous inviter, pour l'avenir des 70 salariés qui appartenaient à cette chaîne, à leur dire qu'ils pouvaient espérer et avoir notre soutien. Voilà l'objet de cette motion tout à fait intéressante pour nos concitoyens.

**M. HULIN :** C'était marqué dans la motion que c'était un projet légitime mais on n'avait pas plus d'informations sur le projet en tant que tel, c'est bien donc que nous ayons les noms dont tu parlais mais quel est exactement le projet ? Pour avoir plus d'infos j'ai cherché sur internet et je suis tombé sur à peu près la seule mention sur ce sujet, à savoir que le CSA reviendrait peut-être sur sa sélection pour ce projet-là parce qu'il avait posé des questions et qu'il n'avait pas eu les réponses, et qu'un autre projet serait en vue, c'est une espèce d'imbroglie sur le projet en tant que tel, et du coup cela m'a interrogé.

Et dernière remarque : à la fin après Écologiste, il faut mettre un point d'exclamation : « Écologiste ! »

**M. le Maire :** Bien sûr ce sera évidemment corrigé par l'administration. Pas d'autres remarques ?

**M. HULIN :** Sur le projet d'antenne, il n'y a pas plus de précisions ?

**M. le Maire :** Je ne le connais pas plus que cela, j'ai vécu 14 ans aux côtés de Télésomme en reconnaissant la qualité des programmes qui s'étaient développés, en connaissant les équipes qui composaient cette télévision, j'ai eu plaisir à la regarder, je pense que les autres télévisions départementales ont des pratiques à peu près semblables au projet Essonnien, et donc l'addition de ces talents pour proposer une télévision régionale m'enthousiasme assez. C'est la raison pour laquelle je pense que de bons professionnels qui peuvent porter un bon projet, c'est toujours intéressant. Je le résumerai comme cela.

**M. PEPERS** : Puisque tu as été à Télésbonne pendant 14 ans, je voudrais avoir l'Audimat en fonction des tranches horaires, des émissions, etc. Je sais que j'ai été interviewé et filmé avec des enfants par Télésbonne et que cela avait eu un grand succès, mais je ne sais pas quel était l'audimat de Télésbonne.

**M. le Maire** : Cela a bien été toute la difficulté de Télésbonne, c'était de se trouver un public et ça a été très compliqué d'arriver à faire une petite audience pour la simple et bonne raison que cela ne passait pas par la TNT puisque les créneaux n'étaient pas libérés. Donc il y avait grosso modo 70 000 personnes qui regardaient Télésbonne, pour un département qui fait 1 200 000 personnes, c'est quand même somme toute assez anecdotique. L'accès aux fréquences de la TNT permettrait sans doute une visibilité bien plus grande. Pas d'autres questions ?

**M. ZAKARIAN** : Juste une explication en ce qui me concerne pour le vote que je vais avoir : je n'ai jamais eu l'occasion de voir un quelconque programme de cette chaîne de télévision Francilienne...

**M. le Maire** : Elle n'existe pas encore.

**M. ZAKARIAN** : D'accord. Mais apparemment, même sans exister, elle a réussi à interviewer Monsieur Pepers...

**M. le Maire** : Non, c'était Télésbonne qui interviewait et dont parlait M. Pepers.

**M. ZAKARIAN** : D'accord. Pour les raisons -et je viens de vous le démontrer devant vous- d'une méconnaissance complète de ce sujet de ma part, et vu mon intérêt aussi quasi nul sur le sujet -et je l'assume-, je vais m'abstenir.

**M. TREBULLE** : Moi aussi.

**M. PANCRAZI** : Moi aussi.

**M. le Maire** : Mais tu en as parfaitement le droit.

**(Vote à main levée : la motion est adoptée par 29 voix pour et 3 abstentions.)**

#### **Liste des décisions prises par Monsieur le Maire depuis la dernière séance du Conseil municipal.**

- N°15 Signature du marché public relatif à la maintenance et au dégraissage des matériels de ventilation des cuisines satellites de la ville avec la société SDI VENTILATION VDF pour un montant total forfaitaire de 2 670 € HT pour une durée d'un an à compter de sa notification, renouvelable deux fois pour la même durée,
- N°16 Signature du marché public relatif à la fourniture et la mise en place de signalisation routière verticale de direction avec la société SIGNAUX GIROD ILE-DE-FRANCE pour un montant forfaitaire de 11 264,96 € HT,
- N°17 Contrat de prestation entre la ville et l'association Impulsion classique pour un concert avec l'ensemble Artis le dimanche 13 mars 2016 à 16h au Moulin de Grais pour un montant de 1 900 € TTC,

- N°18 Signature du lot n°2 (le milieu marin) du marché public relatif à l'organisation des classes de découverte pour les écoles de la ville pour le 1<sup>er</sup> semestre 2016 avec la société CAP MONDE pour un montant total estimatif de 21 420 € TTC pour un effectif prévisionnel de 51 enfants,
- N°19 Signature du lot n°3 (équitation) du marché public relatif à l'organisation des classes de découverte pour les écoles de la Ville pour le 1<sup>er</sup> semestre 2016 avec la société NEIGE SOLEIL TOURISME LOISIRS (NSTL) pour montant total estimatif de 9 450 € TTC pour un effectif prévisionnel de 27 élèves,
- N°20 Signature du lot n°4 (Les volcans) du marché public relatif à l'organisation des classes de découverte pour les écoles de la ville pour le 1<sup>er</sup> semestre 2016 avec l'association CIGALES ET GRILLONS pour un montant total estimatif de 31 856 € TTC pour un effectif prévisionnel de 88 élèves,
- N°21 Convention entre la ville et l'association départementale de protection civile de l'Essonne (ADPC 91) pour une formation prévue le 2 février 2016 pour un montant de 500 € TTC,
- N°22 Convention entre la ville et Santé Service Formation pour une formation prévue les 9 et 10 juin 2016 pour un montant de 1 200 € TTC,
- N°23 Convention entre la ville et l'association des Scouts Unitaires de France de Verrières pour un prêt de vaisselle, à titre gracieux, pour leur repas du 20 février 2016,
- N°24 Convention entre la ville et le Centre Hospitalier Sud Francilien (CHSF) pour une formation prévue les 11, 12 et 13 mai 2016 pour un montant de 320 € TTC,
- N°25 Convention entre la ville et le Centre Hospitalier Sud Francilien (CHSF) pour une formation prévue les 3, 4 et 5 février 2016 pour un montant de 320 € TTC,
- N°26 Convention entre la ville et le Centre Hospitalier Sud Francilien (CHSF) pour une formation prévue les 6, 7 et 8 avril 2016 pour un montant de 320 € TTC,
- N°27 Convention entre la ville et l'association Gériatologique de l'Essonne (AGE 91) pour une formation prévue les 17 et 18 octobre puis les 14 et 15 novembre 2016 pour un montant de 960 € TTC,

- N°28 Convention entre la ville et Médiadix pour une formation prévue les 16, 17 et 18 avril 2016 pour un montant de 300 € TTC,
- N°29 Décision modificative à la convention entre la ville et Médiadix pour une formation prévue les 16, 17 et 18 février 2016 pour un montant de 300 € TTC,
- N°30 Convention entre la ville et la société Access Data Networks pour la sécurisation des accès internet de l'école David Régnier pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour un prix forfaitaire mensuel de 50 € HT,
- N°31 Convention entre la ville et la société Access Data Networks pour la sécurisation des accès internet de l'école Honoré d'Estienne d'Orves pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour un prix forfaitaire mensuel de 50 € HT,
- N°32 Convention entre la ville et la société Access Data Networks pour la sécurisation des accès internet de l'école Paul Fort pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour un prix forfaitaire mensuel de 50 € HT,
- N°33 Convention entre la ville et la société Access Data Networks pour la sécurisation des accès internet de l'école Paul Fort 2 pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour un prix forfaitaire mensuel de 50 € HT,
- N°34 Déclaration sans suite du marché public relatif à l'installation d'une régulation chauffage zone par zone et au remplacement des centrales de traitement d'air de la crèche Louise de Vilmorin,
- N°35 Contrat de prestation, à titre gracieux, entre la ville et Monsieur HERVY-VAILLANT pour l'exposition « Rencontre avec Pierre-Yves HERVY-VAILLANT » à l'Orangerie-Espace Tourlière à la maison Vaillant du 11 mars au 3 avril 2016,
- N°36 Signature d'un contrat de service d'inspection technique et de vérification des alarmes anti-intrusion des bâtiments communaux entre la ville et la société SPEN PROTECTION pour un prix forfaitaire annuel de 6 740 € HT pour une durée d'un an renouvelable deux fois à compter du 1<sup>er</sup> janvier de chaque année,
- N°37 Convention entre la ville et Cerf Formation SAS pour une formation prévue du 14 au 18 mars 2016 pour un montant de 1 438 € TTC,

- N°38 Convention de prêt pour la mise à disposition de l'Espace Odilon Redon à l'Ecole Steiner et du règlement intérieur fixant les conditions d'occupation dudit espace pour la présentation de 2 concerts de jazz les 27 et 28 mai 2016 dans le cadre du 11<sup>ème</sup> Festival de Jazz à Verrières pour une participation financière de 1 000 € TTC,
- N°39 Contrat de prêt entre la ville et l'Association Saint André pour l'utilisation de la salle « Saint Germain » située au 9 rue d'Antony à Verrières-le-Buisson pour la tenue des conférences UTLe et des séances de Connaissance du Monde, habituellement prévues au Colombier, du lundi 26 septembre 2016 au 22 mai 2017 pour un montant de 2 990 € (pour 23 lundis),
- N°40 Convention entre la ville et Images en Bibliothèques pour une formation prévue les 28, 29, 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet 2016 pour un montant de 380 € TTC,
- N°41 Convention entre la ville et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) de la Délégation Grande Couronne pour une formation prévue les 17 et 18 mai 2016 pour un montant de 250 € TTC.

**M. le Maire :** Aucune question sur ce sujet ?

Je vous souhaite une excellente soirée en vous remerciant d'avoir participé à ce conseil.

La séance est levée à 22h05.

**Le Maire,  
Vice-président de Paris-Saclay,**

  
**Thomas JOLY**

